

L'ALTERNATIVE

Olivier Maingain, président de DÉFI, est le grand vainqueur de la crise de cet été en Belgique francophone. Voici comment ce dinosaure de la politique apparaît aujourd'hui, pour les francophones, comme l'homme providentiel face aux autres partis traditionnels. En rassemblant, pour l'heure, Bruxellois et Wallons.

PAR OLIVIER MOUTON

C'est un paradoxe inouï, fruit d'un opportunisme hallucinant. Olivier Maingain est président de son parti, le FDF rebaptisé DÉFI en 2015, depuis vingt-deux ans. C'est un record de longévité dans la politique belge. Avant lui, seul Frans Van der Elst avait fait mieux en restant président de la Volksunie durant vingt ans, entre 1955 et 1975. Pourtant, ce dinosaure vient de réussir la prouesse de s'imposer comme le nouveau phénomène de la politique francophone, intransigeant pour dicter des règles radicales de bonne gouvernance à un milieu sclérosé. Tout l'été, celui qui est aussi bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert a profité de la crise politique déclenchée par son homologue du CDH, Benoît Lutgen, pour vendre à la criée le nouveau visage de sa formation. Éthique. Mais pas seulement.

Cette omniprésence médiatique, marquée par des attaques musclées contre les « partis traditionnels » dont DÉFI s'exclut, évidemment, porte ses fruits. Temporairement, du moins. Un sondage lui promet un carton : selon le baromètre Ipsos/Le Soir/RTL publié le 7 septembre, le successeur du FDF deviendrait le deuxième parti à Bruxelles avec 18,4 % (en hausse de plus de 7 % par rapport au scrutin de 2014 !) et émergerait enfin en Wallonie, où son implantation de 2012 avait été jusqu'ici un échec, avec une promesse de 6,2 % (contre 2,4 % en 2014). Ce faisant, le parti se rapproche de l'objectif qu'il s'était officieusement fixé : une note interne de 2011 envisageait un horizon à 20 ou 25 % à Bruxelles, après l'éclatement de la fédération avec le MR. De quoi faire de DÉFI le nouveau pivot de la politique francophone, à la place... du CDH.

Olivier Maingain, lui, devient le plus populaire à Bruxelles

et le deuxième en Wallonie. Ce plébiscite ferait-il de lui le nouveau rassembleur des francophones, incarnant leurs attentes en ces temps troublés ?

La révolution éthique

Alors que les plus optimistes, en interne, misaient sur la résistance à la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde pour positionner leur parti, c'est un autre thème qui lui permet de s'envoler dans les sondages : la nécessité d'une révolution éthique francophone, inéluctable après les scandales des derniers mois. « Plus que nous tous réunis, Maingain a compris cet été la colère qui enfle dans la population, résume un libéral qui ne lui est pourtant pas favorable. L'homme a beau être détestable, il faut reconnaître que c'est un maître d'échecs. » Le président de l'ex-FDF a multiplié les mises en garde assassines à l'encontre d'une classe politique traditionnelle transformée en « une véritable association de malfaiteurs » – ce sont ses mots – ou d'un Lutgen « qui n'a aucune crédibilité pour parler de moralité politique ». Le tout asséné sur un ton « vieille France » qui amortit le caractère provoquant du propos. Et avec, dans ses mains, quarante et une propositions pour une meilleure gouvernance.

« La position d'Olivier Maingain n'était pas improvisée en fonction des événements, précisent Charles-Etienne →

→ Lagasse et Christophe Verbist, président et directeur du centre Jacques Georgin, service d'études de DÉFI. Nous n'avions pas attendu l'appel du 19 juin de Benoît Lutgen. Depuis trois ans, nous avons mis en place une refonte de la doctrine du parti et la bonne gouvernance constitue un pilier naturel de notre nouvel ADN. » « Historiquement, ce n'était pas un pilier fort du FDF, même si le parti a entamé quelques réflexions en matière de participation citoyenne, nuance Jean-Benoît Pilet, directeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'ULB. Cet agenda est logique et surprenant. Logique parce que DÉFI essaie opportunément de se présenter comme un nouveau parti : en matière de stratégie de communication, c'est bien joué. Surprenant parce qu'on ne peut pas dire que ses principaux cadres, Olivier Maingain et Bernard Clerfayt

en tête, montrent le bon exemple en matière de décumil, par exemple. » Olivier Maingain est député fédéral et bourgmestre en plus d'être président de parti. Bernard Clerfayt est vice-président du parlement bruxellois en plus d'être bourgmestre de Schaerbeek. Peuvent mieux faire...

Le libéralisme de gauche

Si la crise déclenchée par Benoît Lutgen a eu un mérite pour DéFI, c'est de montrer dans tous les médias combien l'ancien partenaire du MR avait changé : il élargit ses horizons pour devenir un parti généraliste. « Quand Olivier Maingain a demandé que l'on modifie le décret Inscriptions comme condition pour entrer dans le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, soudain, les gens ont compris que DéFI n'était plus le FDF ultracommunautaire d'autrefois », constate un libéral. Mieux : le parti veut s'imposer comme un nouveau pivot de la politique francophone, en s'inspirant de l'exemple de partis qui incarnent un centre rénové dans l'Europe entière, à l'instar de D66 aux Pays-Bas ou La République en marche en France.

« L'expérience récente montre que les partis de centre-gauche ont une capacité de négociation supérieure à leur poids effectif, soulignent Charles-Etienne Lagasse et Christophe Verbist. La série télévisée *Borgen* (qui place la cheffe du Parti centriste au pouvoir) en est la parfaite illustration ! Depuis la création de DéFI, nous avons amorcé une approche philosophique du libéralisme social, le cœur de notre programme, et nous avons été surpris de voir qu'Emmanuel Macron avait les mêmes références que nous. » Généraliste, DéFI met désormais l'accent sur la laïcité de l'Etat, la lutte contre les incivilités quotidiennes, le respect de l'Etat de droit ou la nouvelle économie. En octobre prochain, un congrès fera la synthèse de ce virage ambitieux. « Nous voulons positionner DéFI comme une alternative non populiste aux partis traditionnels », clament Charles-Etienne Lagasse et Christophe Verbist, pères de la réflexion. En insistant sur leur indépendance à l'égard des piliers chrétien, socialiste et libéral. Et avec des mots parfois tranchés : « Les gens doivent comprendre que nous ne faisons pas partie de la politicaille. »

« Les enquêtes montrent que DéFI a déjà réussi à chasser en Région bruxelloise sur le terrain centriste du MR et du CDH lors des élections de 2014, analyse Jean-Benoit Pilet. Cela doit encore être confirmé en Wallonie. Pour s'imposer définitivement au centre de l'échiquier électoral, le parti devra aussi

retisser les liens avec le MR et panser les plaies encore béantes de leur divorce. Pour arriver à remplacer le PSC/CDH dans sa position, ce qui est son ambition, DéFI devra en effet prouver sa capacité à forger des alliances, tant avec les libéraux qu'avec les socialistes. » Cela nécessitera un peu de patience, au vu de l'état délétaire des relations, depuis six ans, entre Olivier Maingain et le clan Michel...

Les francophones (dés)unis

S'ils ont changé, les anciens FDF n'ont toutefois pas perdu de leur vigueur sur le terrain communautaire. « Nous restons les plus grands pourfendeurs de la N-VA, qui nie les Bruxellois et les Wallons, et nous dénonçons sans relâche la mainmise flamande sur l'Etat fédéral », insistent les responsables du centre Jacques Georgin. Le leitmotiv est aussi le suivant : « Tous les partis francophones se rendent désormais compte que la sixième réforme de l'Etat était une erreur. Nous étions les seuls à avoir vu la catastrophe que cela annonçait pour Bruxelles et la Wallonie. »

DéFI est issu d'un FDF créé en 1964 pour défendre les intérêts bruxellois (*lire aussi page 22*). C'est sans doute le parti le plus en phase aujourd'hui avec une évolution durable : le renforcement de l'identité régionale de la capitale. Depuis 2012, il essaie difficilement de porter en Wallonie le concept un peu théorique de « défense des francophones ». En cette ère d'autonomie accrue pour les entités fédérées, DéFI a une belle carte à jouer en matière d'identité. « L'idée d'une Fédération Wallonie-Bruxelles remonte à une proposition déposée au parlement par mon père, André Lagasse, en 1991, insiste Charles-Etienne Lagasse. Il prônait cette solidarité entre les deux Régions bien avant que les socialistes Rudy Demotte et Charles Picqué ne reprennent le concept en 2008. Nous sommes aussi le seul parti qui ne souhaite pas remettre en cause les compétences communautaires en matière d'enseignement ou de culture. »

Le politologue Jean-Benoit Pilet est plus réservé au sujet de cette présumée cohérence institutionnelle. « En réalité, le parti continue à éviter de trancher entre son aile plus régionaliste portée par Didier Gosuin ou Emmanuel De Bock et celle plus francophone incarnée par le président Olivier Maingain. Pour l'instant, ils ont su éviter le point de rupture. Mais cela risque d'être plus difficile si, au pouvoir, ils devaient trancher un

sujet sensible comme la régionalisation de l'enseignement. » Une certitude : DéFI veut aller de l'avant sur ce terrain, quitte à heurter frontalement cette N-VA qui est, aussi, paradoxalement, une source d'inspiration parce qu'elle porte un projet fort pour la Flandre.

« Je reproche moins aux partis flamands de savoir ce qu'ils veulent pour la Flandre qu'aux francophones de ne pas savoir ce qu'ils veulent pour eux-mêmes », nous disait un jour Olivier Maingain. Tout un programme. Celui-là même que DéFI espère incarner en cette époque où la désunion des francophones est pourtant à son paroxysme. ♦

La garde rapprochée

Caroline Persoons
Députée bruxelloise
et francophone, active
sur le front scolaire.

Véronique Caprasse
Députée fédérale
et échevine à Crainhem.
Le visage de la périphérie.

Emmanuel De Bock
Chef de groupe
au parlement bruxellois.
Une figure montante.

Michel Colson
Trésorier. Député
très actif à la Région
bruxelloise.

Cécile Jodogne
Secrétaire d'Etat bruxelloise
(Commerce extérieur...)
Déterminée.

Martine Payfa
Députée bruxelloise,
ex-bourgmestre
de Watermael-Boitsfort.

Charles-Etienne Lagasse
Fils d'un des fondateurs.
Président du service
d'études.

Jonathan Martin
Vice-président
du parti, le nouvel
homme fort wallon.

Christophe Verbist
Directeur du service
d'études. Un fidèle, ex-chef
de cabinet de Maingain.

Fabian Maingain
Fils du président. Celui
qui doit faire basculer
Bruxelles-Ville.

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION DE L'ANCIEN FDF

Depuis la rupture avec le MR, en 2011, et le changement de nom en 2016, DéFI a lentement imposé sa marque au centre du paysage politique. Et se rêve en N-VA francophone. Récit en huit temps d'une mutation en passe de réussir.

PAR OLIVIER MOUTON

Il y a comme un petit air de N-VA dans la forte progression annoncée de DéFI. Le parti de Bart De Wever a littéralement explosé après avoir sacrifié le cartel avec le CD&V, en 2008. Celui d'Olivier Maingain a profité de son départ de la fédération avec le MR, en 2011, pour se positionner différemment et s'associer avec le PS en Région bruxelloise. N-VA et ancien FDF sont tous deux sortis de leur lit communautaire afin de se redéfinir comme des formations politiques généralistes, en phase avec une époque où les piliers traditionnels (socialiste, chrétien et libéral) ont tendance à disparaître. Une même évolution, bien que plus fulgurante pour la N-VA.

Dans le cas du parti francophone, né le 11 mai 1964, cette évolution était loin d'être évidente. « Au départ, c'est la Flandre qui a "créé" le FDF, par deux fois, rappelle Vincent Dujardin, historien de l'UCL, auteur, voici trois ans, avec Vincent Delcorps, d'une somme consacrée au parti (*FDF, 1964-2014*, éd. Racine). Les lois linguistiques élaborées par Arthur Gilson (ministre PSC de l'Intérieur) en 1962-1963, puis le « Walen Buiten » de 1968 qui a constitué un traumatisme pour les francophones, ont permis au FDF de devenir, aux communales de 1970, le premier parti de l'agglomération bruxelloise (31,4 %) ! Mais à ses débuts, son programme était de fait monothématique, linguistique et communautaire. » A l'époque, les Etats-Unis s'inquiétaient même de l'apparition de ce parti qui pourrait envenimer le climat. Louis Boochever, ministre-conseil à l'ambassade des Etats-Unis, écrit, en 1971 : « La menace posée par le FDF pour le fonctionnement de la démocratie parlementaire en Belgique est comparable à celle que représentait Rex », le mouvement fasciste des années 1930.

« Cinquante-trois ans après sa fondation, les fondateurs du FDF seraient peut-être bien surpris de voir ce parti en si bonne santé, prolonge Vincent Dujardin. S'il a pu survivre si longtemps, c'est aussi parce qu'il s'est ouvert à d'autres thématiques, en réalité assez rapidement. Aux enjeux environnementaux, socio-économiques, énergétiques ou relevant de la politique étrangère... Le FDF se montre ainsi très vite attentif aux défis urbanistiques de la capitale. Dès la fin des années 1960, il s'inquiète de la pollution de la ville et s'occupe des questions de mobilité. Au sein de l'Agglomération bruxelloise, André Lagasse ou Serge Moureaux peuvent développer une

politique "écologique" pionnière. Les enjeux socio-économiques sont évidemment aussi présents de longue date, ce qui permet à un Didier Gosuin de se trouver à l'aise dans les habits de ministre de l'Economie et de l'Emploi à la Région bruxelloise. DéFI est clairement devenu un parti généraliste. » Une évolution qui n'a jamais été aussi perceptible que depuis cet été 2017 de crise politique intrafrancophone. Six ans après la rupture avec les libéraux.

2011 LA MORT DE LA FÉDÉRATION AVEC LE MR

Lorsque le FDF lie son destin à celui du PRL, en 1993, sous la houlette des présidents Jean Gol et Antoinette Spaak, le père fondateur Lucien Outers ne cache pas qu'il était davantage partisan d'une fédération avec le PSC (actuel CDH). Tous les hommes forts actuels de DéFI, du président, Olivier Maingain, au ministre bruxellois Didier Gosuin en passant par Bernard Clerfayt, bourgmestre de Schaerbeek, émettent des réserves lors du bureau qui scelle la décision. Gosuin sur le principe, « en tant qu'homme de gauche ». Clerfayt parce que « les militants ne suivront pas et la structure du parti en sortira fragilisée ». Cela n'empêche pas la fédération PRL-FDF, bientôt rejointe par le MCC (Mouvement des citoyens pour le changement) de Gérard Deprez, de survivre pendant dix-huit ans, se transformant au passage en MR, en 2002, sous l'impulsion du président Daniel

Ducarme, père de l'actuel ministre fédéral Denis Ducarme.

Les tensions sont régulières au sein du mouvement. En 2001, des affrontements ont déjà lieu au sujet des accords institutionnels du Lambermont. Deux ans plus tard, le FDF charge durement Daniel Ducarme, accusé d'une défaite électorale parce qu'il a « oublié de payer ses impôts ». Dès 2007 et le début des tensions communautaires autour de la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde réclamée par les partis flamands, la crise finale germe. Au sein du FDF, on considère qu'au MR, « la perspective de l'attrait du pouvoir est prioritaire par rapport au refus d'avancées en matière institutionnelles ». C'est cette toile de fond qui nourrit le combat interne entre les clans Michel et Reynders pour la présidence. Et qui scelle la rupture lors de l'adoption de la sixième réforme de l'Etat, négociée en 2011 par un Charles Michel devenu président du parti. « Cette rupture est un moment décisif, acquiesce Vincent Dujardin. Les documents internes montrent que certains optimistes au sein du FDF pensaient, en juillet 2011, que le dossier BHV était devenu tellement symbolique qu'ils pourraient obtenir 20 à 25 % sur Bruxelles. »

2012 L'IMPLANTATION EN WALLONIE

Un autre dossier mine les relations internes au MR : à partir de 2011, le FDF rêve de s'implanter en Wallonie. « Créer des sections locales en Wallonie en récupérant des dissidents du MR, l'intention est claire : ce n'est pas d'être fusionnel avec nous », peste alors le libéral Louis Michel. Cette velléité se concrétise pourtant en vue des communales de 2012, avec des résultats très mitigés.

« Il y avait déjà eu des tentatives similaires après la disparition du Rassemblement wallon, rappelle Vincent Dujardin. Mais ça n'avait pas fonctionné, ni dans les années 1980, ni en 1991. En 2012, ça n'a pas donné davantage de résultats concluants, le FDF n'obtenant que 50 000 voix et huit conseillers communaux en Wallonie. On verra en 2018 si DéFI réussira enfin cet ancrage. »

« DéFI a un problème de positionnement en Wallonie, complète Jean-Benoit Pilet, politologue de l'ULB. La défense des francophones parle moins à un habitant d'Herstal qu'à un citoyen de la périphérie bruxelloise. En outre, contrairement au CDH, il manque de personnalités bien implantées locale-

ment. On risque donc, au soir des communales, dans un an, d'acter un nouvel échec. Mais s'il parvient à imposer un positionnement centriste et à recruter des personnalités connues, alors, tout est possible. »

→ 2012-2013 LA CRISE EXISTENTIELLE

Les années consécutives à la mort de la fédération font peser la menace d'une disparition pure et simple du FDF. « L'avenir du parti était en jeu lors des communales de 2012, puis des régionales de 2014 », confirme Vincent Dujardin. D'autant qu'un litige financier sévère s'est ajouté à la liste des contentieux avec l'ancien partenaire libéral, qui prive le parti d'une importante source de financement.

Deux épisodes, au moins, témoignent du flottement qui a prévalu en cette période de repositionnement. Avant le scrutin de 2012, Didier van Eyll, l'un des cadres fondateurs du FDF, ancien secrétaire d'Etat bruxellois et échevin à Etterbeek, décide de se présenter, avec son colistier Jean-Luc Robert, sur la Liste du bourgmestre Vincent De Wolf (MR), pour une question de « cohérence » : tous deux sont exclus du parti. Fin 2013, le départ pour le MR de Damien Thiéry, emblématique bourgmestre de Linkebeek, est un coup autrement plus dur. Stratégiquement, et parce qu'il s'agissait d'un ami intime d'Olivier Maingain. « Sur le plan personnel et politique, ça a été pour moi l'anéantissement », nous confiait alors le président du FDF. Il s'en relèvera assez vite.

2014 L'ALLIANCE BRUXELLOISE AVEC LE PS

Dès l'éclatement de la fédération avec le MR, certains libéraux tirent la sonnette d'alarme : opportuniste comme il est, Olivier Maingain aura vite fait de se jeter dans les bras d'Elio Di Rupo pour signer des préaccords de gouvernement avant les élections de 2014. Le lendemain du scrutin tend à le confirmer. Dans la chute des dominos menant aux majorités asymétriques du côté francophone, il semble bien que DéFI soit une clé incitant Laurette Onkelinx, présidente de la fédération bruxelloise du PS, à forcer une coalition PS-CDH-DéFI au niveau régional. Cela servira de modèle pour un attelage PS-CDH en Wallonie. Début 2015, Bernard Clerfayt, en lutte contre Olivier Maingain pour la présidence, confirme le préaccord : « C'est le PS qui me l'a affirmé. Je ne l'ai pas appris en interne et je le regrette. Ce n'est pas sain. » Ses critiques contre « l'autocratie » Main-

gain feront long feu, dès la campagne interne terminée.

« Ce retour au gouvernement bruxellois fut un moment clé, confie Charles-Etienne Lagasse et Christophe Verbist, président et directeur du centre Jacques Georgin, le service d'études de DéFI. Nous avons obtenu un portefeuille cohérent pour Didier Gosuin, associant l'économie, l'emploi et la formation. Cela permet d'asseoir notre positionnement. » Et d'occuper un terrain traditionnellement réservé aux libéraux au sein de la fédération.

2015 LA NAISSANCE DE DÉFI

Le 13 novembre 2015, le FDF se transforme en DéFI. Pour « démocrate, fédéraliste et indépendant » de tout lobby. C'est la concrétisation d'une transformation de fond qui positionne le parti dans un nouveau centre de la politique. Quitte à faire de l'ombre au partenaire humaniste bruxellois.

« Sur l'échiquier, DéFI lorgne assurément les terres du CDH, souligne Vincent Dujardin. Il y a un équilibre, depuis plusieurs décennies, entre les thématiques économiquement de gauche ou de droite dans son programme. Il s'agit, en outre, d'un parti pluraliste. Il existe même une répartition équilibrée de sa base sur le plan de l'affiliation à des syndicats, à des mutualités liées aux piliers traditionnels, ou entre croyants et non-croyants. En matière socio-économique, on peut parler de libéralisme social. On trouve cette phrase dans son programme électoral de 1974 déjà : "L'activité économique n'est pas une fin en soi. La croissance non plus. Leurs buts sont de satisfaire les besoins des hommes." C'est très "humaniste", ça... »

2016 L'EXEMPLE D'EN MARCHÉ !

Le 6 avril 2016, Emmanuel Macron, l'ancien ministre du gouvernement Hollande, lance le mouvement En marche ! qui le conduit un an plus tard à l'Elysée. DéFI est alors en pleine réflexion doctrinale, il multiplie les congrès et se retrouve dans ce positionnement « ni gauche, ni droite ». « Emmanuel Macron est une inspiration pour toute l'Europe, s'enthousiasme alors Olivier Maingain. S'il devait réussir son pari, il va ouvrir un débat qui va dépasser les frontières de la France. Il y aura des recompositions politiques un peu partout. » « Les appareils de parti sont devenus obsolètes, appuie sa porte-parole, Anne-Sophie Jiménez. Il faut aller vers un dépassement des vieux conservatismes de droite et de gauche. Le mouvement citoyen d'Emmanuel Macron a quelque chose d'assez enthousiasmant et novateur. C'est un espoir. »

Concurrents désormais avérés sur le marché francophone belge, DéFI et CDH multiplient les allusions à En marche ! et rêvent tous deux d'incarner ce changement chez nous. « DéFI se trouve au centre, tantôt au centre-gauche, tantôt au centre-droit, relève Vincent Dujardin. Ce n'est pas un parti traditionnel, il peut davantage échapper à la sanction des partis en place que l'on retrouve dans beaucoup de pays d'Europe. Ce n'est pas un parti nouveau non plus, ayant soufflé ses cinquante bougies, mais il est moins marqué par l'usure du pouvoir. »

Six mois après l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en France, certains au sein de DéFI se distancient de cet élan hexagonal. « Vous allez reparler de ce rapprochement ? Parce que ce qui se passe en France aujourd'hui n'est pas glorieux... » Une allusion à cette récente sortie du président français contre « les fainéants, les cyniques et les extrêmes ». Et à sa chute de popularité.

2017 LE MAGICIEN MAINGAIN

L'épreuve de vérité du CDH, amorcée le 19 juin dernier par Benoît Lutgen, s'est transformée au bout de l'été par la consécration de DéFI dans le sondage *Le Soir*-RTL : 18,4 % à Bruxelles et 6,2 % en Wallonie. Olivier Maingain, qui a résolument défendu ses 41 exigences éthiques et ses 80 conditions pour participer au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, est présenté comme un « magicien » par ses plus ardents détracteurs. « Le système électoral fait qu'il est difficile d'exclure PS, MR et CDH en même temps de l'exercice du pouvoir, clame le président de DéFI. Il serait pourtant de salubrité publique qu'ils puissent être tous les trois sanctionnés. »

Mais en interne, on reste les pieds sur terre : « On ne fait pas la fête. Ce n'est qu'un sondage. Il faut ancrer cela dans la durée. »

2018-2019 UNE N-VA FRANCOPHONE ?

Rendez-vous donc au scrutin communal de 2018, périlleux, on l'a pointé, puis à celui, fédéral et régional, de 2019. « Je pense que Maingain a sérieusement en tête l'idée d'être une sorte de De Wever du côté francophone », lance ce ténor libéral. Qui s'empresse d'ajouter, perfide : « Ce n'est pas un homme de conviction, c'est un opportuniste

qui utilise une stratégie, une sorte de populisme primaire, qui est contre tout et qui capitalise sur ceux qui ne sont en faveur de rien. »

« DéFI et N-VA sont deux partis se positionnant à la base sur les questions communautaires et linguistiques, qui sont devenus tous deux généralistes, sans disposer de relais syndical ou mutualiste, ramasse Vincent Dujardin. Il y a bien entendu des différences. DéFI existe depuis plus de cinquante ans, la N-VA est située franchement plus à droite sur l'échiquier politique et l'ex-FDF n'est pas un parti séparatiste. Ses électeurs comptent parmi les Belges qui sont les plus attachés à la monarchie, même si les relations des cadres du parti avec le Palais ont, par contre, été franchement froides. Olivier Maingain a dû attendre le règne du roi Philippe pour y être reçu pour la première fois seul. »

Au sein du service d'études du parti d'Olivier Maingain, on ne balaie pas forcément du revers de la main toute comparaison avec la N-VA. Cela sonne bien, à l'heure où DéFI veut incarner une « alternative non populiste ». « Nous avons changé de nom, de programme et d'aire géographique, sourit Charles-Etienne Lagasse. Je nous souhaite désormais le même destin que la N-VA sur le plan électoral. » Premier test dans un peu moins d'un an. ♦